



# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MAYENNE

## APPEL À PROJET 2024 « Accompagner le développement touristique du patrimoine en Mayenne »

### **Objectifs:**

- soutenir les projets d'investissements des sites patrimoniaux d'envergure ouverts au public, afin d'accroître la qualité de l'offre culturelle et touristique ;
- accompagner les projets innovants intégrant une démarche transversale au regard des enjeux touristiques (notamment à travers les usages numériques) et culturels (conservation, restauration, valorisation) ;
- créer une dynamique entre les acteurs locaux dans une logique de projets structurants et de mise en réseau pour renforcer l'attractivité.

### **Bénéficiaires :**

- collectivité territoriale et ses groupements ;
- établissement public ;
- association ;
- entreprise ;
- fondation ;
- propriétaire privé.

**Nota :** les musées labellisés « Musées de France » ne sont pas éligibles.

### **Dépenses éligibles :**

- les dépenses d'investissement :
  - o travaux de restauration et de valorisation du patrimoine ;
  - o travaux d'aménagement (y compris paysagers), d'équipement et de valorisation touristique des sites ;
  - o outils de médiation, scénographie, muséographie, création d'outils numériques ;
  - o travaux d'amélioration des conditions d'accueil des visiteurs ;
  - o signalétique interne ;
  - o travaux d'aménagement et d'équipement destinés à la mise en place d'un circuit de visite ou de découverte ;
  - o travaux de mise en accessibilité des locaux pour les personnes en situation de handicap ;
  - o les études préalables et/ou honoraires de maîtrise d'œuvre

Les travaux et prestations devront être réalisés dans le respect des normes en vigueur par des entreprises spécialisées.

Les travaux sur un immeuble protégé au titre des monuments historiques doivent faire l'objet d'une autorisation de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC).

**Dépenses non éligibles :** coûts internes, y compris les charges de personnel et les travaux d'entretien.

### Critères d'éligibilité :

- projet situé sur le territoire du Département ;
- seuil minimal de dépenses : 50 000 € HT si le porteur de projet est assujéti ou récupère la TVA, ou TTC si le porteur de projet n'est pas assujéti et ne récupère pas la TVA ;
- projet structurant et innovant pour le territoire ;
- intérêt patrimonial du projet ;
- projet global : volet de valorisation culturelle ou touristique obligatoire ;
- site ouvert à la visite, avant ou à l'issue du projet (bonnes conditions de visite en matière d'accueil et de sécurité) ;
- le porteur de projet ne pourra pas obtenir de subvention pour le même projet deux années consécutives ;
- le porteur de projet s'engage à ne pas revendre le bien concerné dans les quatre années suivant l'obtention de la subvention.

### Critères de notation :

<b>Intérêt du projet :</b> - qualité patrimoniale - montage de l'opération : gouvernance, partenariats, réseaux, labellisations	<b>8 points</b>
<b>Caractère innovant :</b> - projet insolite - nouvelle expérience de visite - intégration des nouvelles technologies - approche « slow tourisme »	<b>5 points</b>
<b>Potentiel de développement de l'attractivité et du rayonnement :</b> - augmentation de la fréquentation - diversification des publics - qualité de l'accueil et du parcours du visiteur - impact sur le développement économique local	<b>5 points</b>
<b>Développement durable :</b> - prise en compte de l'objectif bas-carbone - pérennité et durabilité des équipements - préservation et valorisation du patrimoine, des richesses naturelles - projets à destination des personnes à mobilité réduite (PMR), handicapées - participation des habitants	<b>2 points</b>

Note inférieure à 10 = projet inéligible pour l'appel à projet

### Règlementation liée au financement :

- Code général des collectivités territoriales ;
- régime d'aide exempté n° SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;
- Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 modifiant le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

### Nature de l'aide départementale et modalités de financement :

- subvention d'investissement, attribuée par une délibération du Conseil départemental de la Mayenne ;
- une convention sera signée entre le Département et le bénéficiaire qui fixera les engagements réciproques des parties ;
- le Département intervient dans la limite du budget annuel alloué à ce dispositif ;
- Le taux d'intervention du Département est fixé à 50 % maximum de la dépense éligible ; une modulation est opérée selon la note obtenue.

## Modalités de candidature et de sélection :

- **Calendrier prévisionnel**

- Lancement de l'appel à projets	<b>janvier 2024</b>
- Date limite de dépôt des dossiers	<b>31 juillet 2024</b>
- Instruction des projets	<b>été 2024</b>
- Comité de sélection	<b>septembre 2024</b>
- Examen des projets sélectionnés en commission permanente du Conseil départemental :	<b>novembre 2024</b>

- **Dépôt et composition du dossier de demande<sup>1</sup>**

Le dossier complet doit être adressé au Département au plus tard **le 31 juillet 2024** et avant tout commencement d'exécution du projet, par voie postale à l'adresse suivante : *Conseil départemental de la Mayenne - Direction du patrimoine - Hôtel du Département - CS 21429 - 53014 LAVAL CEDEX* ou par voie électronique à l'adresse suivante : [patrimoine@lamayenne.fr](mailto:patrimoine@lamayenne.fr).

Il sera constitué :

- du dossier de candidature : en annexe (obligatoire) ;
- d'une lettre de demande de subvention adressée au Président ;
- des pièces justificatives (détaillées dans le dossier de candidature) ;
- des études préalables le cas échéant.

- **Composition du comité de sélection :**

Le comité de sélection sera composé du Président du Conseil départemental, du vice-Président de la commission « attractivité » et de membres de cette commission, des directions opérationnelles, d'un représentant de Mayenne Tourisme et éventuellement d'experts. Il examinera les différents projets et procédera à la sélection en attribuant une note en fonction des critères de notation des projets.

Trois lauréats maximum seront sélectionnés par an au titre de cet appel à projets.

- **Démarrage et réalisation de projets :**

La date de réception du dossier complet détermine la date d'éligibilité des dépenses ; cette disposition ne préjugant en aucune manière de l'attribution d'une aide.

Les dépenses d'honoraires de maîtrise d'œuvre (si réalisée par un architecte du patrimoine) peuvent être prises en compte dans les dépenses éligibles dans le délai d'un an avant le dépôt de la demande complète. Réalisation du projet faisant l'objet de la demande : dans les 4 ans à partir de la date de signature de la convention d'attribution de la subvention départementale.

- **Instruction des demandes et contact :**

Conseil départemental de la Mayenne  
Direction du patrimoine - Hôtel du Département - CS 21429 - 53014 LAVAL CEDEX  
02.43.59.96.00 - [patrimoine@lamayenne.fr](mailto:patrimoine@lamayenne.fr)

---

<sup>1</sup> Les données à caractère personnel collectées à l'occasion du dépôt de la demande font l'objet d'un traitement ayant pour finalité l'instruction des demandes de subventions dans le cadre du présent appel à projets. Le traitement de ces données repose sur l'exécution d'une mission d'intérêt public du responsable du traitement. Les données collectées sont destinées aux agents de la direction du patrimoine chargés d'instruire les demandes, aux élus du Conseil départemental, aux agents de la direction des finances ainsi qu'aux agents de la paierie départementale. Elles sont conservées pendant un délai maximum d'un an à compter de la réception du certificat d'achèvement des travaux.

Vous avez la possibilité, en saisissant le délégué à la protection des données à l'adresse [protectiondesdonnees@lamayenne.fr](mailto:protectiondesdonnees@lamayenne.fr) :

- d'accéder aux données vous concernant,
- de demander leur rectification ou leur limitation,
- de faire opposition au traitement,

dans les conditions fixées aux articles 13 à 22 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27/04/2016 (dit RGPD).  
En cas de difficulté persistante, vous pouvez saisir directement la CNIL.